

# Le ministre de l'IPMEA a au nom du gouvernement, remercié l'U.E. pour toutes ses interventions en faveur de la RDC

Les lampions se sont éteint mercredi dernier dans la soirée, sur les travaux du premier séminaire d'information et de sensibilisation sur les Accords de partenariat économique, sous le signe de satisfaction générale, aussi bien pour les organisateurs, que pour les participants venus de divers horizons.

C'est cette satisfaction qu'a affichée le ministre de l'IPMEA qui a eu à présider la cérémonie de clôture, et qui au nom du gouvernement, a salué la présence à ce séminaire, des délégués de l'Union européenne, celle des ambassadeurs de la RDC, de la République du Congo et de la Centrafrique, auprès de l'Union européenne, des experts, des participants venus du secteur public et privé et des délégués venus de provinces.

Au terme de ces deux journées qui ont ouvert les yeux et l'intelligence des participants sur les enjeux de l'Accord de Cotonou, Jean Mbuyu a souligné l'urgence de nous mettre en harmonie dans nos rapports avec l'Union européenne dont il a loué les nombreuses interventions en faveur de la démocratie, de la paix et du processus électoral, ainsi que de l'amélioration de notre situation économique.

Le ministre de l'IPMEA a fait un point d'honneur au modérateur, M. Kwete Minga Bope, président du Forum national de développement de politique commerciale, et toute son équipe.

Tirant les leçons de cette rencontre, Jean Mbuyu a épinglé les bénéfices récoltés par les délégués des provinces qui avaient engagé des questions sur la rentabilité des accords de partenariat économique pour le Congo profond. Il les a invités à sensibiliser la société civile ainsi que les autorités politico-administratives dans nos provinces, car, a-t-il rappelé, Kinshasa n'est pas le Congo.

Avec le délégué de l'Equateur, le ministre de l'Industrie, Petites et Moyennes entreprises et Artisanat a eu un échange fructueux qui lui permis

de réaliser que la grande partie des poissons produits dans cette province est exportée vers le Gabon et comptabilisée dans les exportations de ce pays frère. Il en est de même, a fait remarquer Jean Mbuyu, pour le Rwanda et l'Ouganda, reconnus exportateurs des produits venant de la RDC.

Il a exhorté tous les participants à s'approprier ces accords de partenariat économique, à l'ère de la mondialisation et de la globalisation, afin de nous permettre de mieux les négocier pour en tirer des dividendes pour notre pays. Car, a-t-il fait savoir, l'intégration n'est pas l'affaire des dirigeants, mais bien l'affaire de toutes nos populations, avant de nous inviter à nous embarquer dans cette intégration au niveau de nos ensembles régionaux et sous-régionaux.

Dans son discours de synthèse, le président du Fndpc a souligné de nouveau le rôle que devaient jouer les APE en Afrique en général, et en RDC en particulier. Il s'est félicité du succès récolté par ce premier séminaire d'information et de sensibilisation sur lesdits accords. 11 intervenants, a-t-il noté, se sont penchés sur les systèmes qui régissent les pays ACP et l'Union européenne, l'état de lieux de la coopération entre l'U.E. et les pays de l'Afrique, Caraïbes et Pacifique et ont pu peaufiner des stratégies pour améliorer les accords de partenariat économique.

Pendant deux jours, les participants, ont à ses yeux, posé les diagnostics des problèmes des pays ACP, abouti à une série de recommandations qui seront capitalisées par le ministère du Commerce extérieur appelé à créer une structure de suivi pour en assurer la concrétisation.

M. Guy De Keyser, administrateur gérant du bureau d'études Consultance, Gestion et Développement (Cogedev) chargé de réaliser l'étude d'impact de l'APE sur l'économie congolaise, mais aussi sur son environnement social et fiscal, a exprimé toute sa joie de participer à ce premier séminaire d'information et de sensibilisation sur les

APE.

A cette occasion, il a épinglé quelques tâches assignées aux experts de sa structure, dont entre autres, effectuer une comparaison entre les préférences commerciales existantes ( Cotonou/ TSA) et un futur APE compte tenu du cadre spécifique de la RDC en tant que pays moins avancé. Il s'agit en outre, d'entreprendre une analyse détaillée du régime de commerce actuel entre la RDC et l'U.E., évaluer les options les plus appropriées pour la RDC à propos de son intégration économique régionale, entreprendre d'autre part une évaluation analytique sectorielle détaillée des conséquences que pourraient avoir un APE en RDC en termes d'opportunités et de coûts.

Ces experts devront également examiner les effets d'un APE sur le taux nominal et réel de protection des secteurs clés de la RDC, évaluer globalement les structures de production existantes en RDC secteur par secteur en terme d'infrastructure, de production, de niveau de productivité, de compétitivité, de développement, des ressources humaines ... et évaluer comment ceux-ci s'intègrent dans le programme de développement national. Enfin, présenter les résultats de cette étude lors du second séminaire.

M. Guy De Keyser s'est ensuite, appesanti sur les axes d'une étude d'impact et dans une formule imagée et très colorée, il en a décortiqué les ingrédients, avant de dévoiler toute la recette. Un seul regret pour lui, c'est l'absence des responsables de la Fédération des entreprises du Congo, qui pouvaient être non seulement les grands bénéficiaires, parce qu'ils représentent le secteur privé, mais le secteur productif appelé à tirer davantage profit des APE.

Le prochain séminaire, a annoncé le président du FNDPC, est prévu en décembre prochain.

J.R.T.